

Commission Consultative Communale d'Intégration de la commune de Hesperange



Hesperange le 17.11.2020

Réflexions, suggestions et propositions sur la politique d'intégration au Luxembourg

L'intégration est à la fois une opportunité et un défi. Si nous réussissons à développer un climat d'intégration positive dans lequel chacun a la possibilité de montrer et d'utiliser ses capacités et son potentiel avec diligence, cela a également un effet positif sur notre société. Les immigrés doivent assumer la responsabilité de leurs propres processus d'intégration ce qui inclut l'apprentissage de la langue. Chaque citoyen, luxembourgeois ou non-luxembourgeois a le devoir de contribuer au développement réussi du pays. L'intégration est un rapprochement entre différentes personnes, groupes de personnes de tout âge, culture, religion et ne s'applique pas seulement à des personnes immigrées ou issus de l'immigration, mais à tous les habitants d'un pays.

La politique d'intégration signifie travailler pour et avec les gens. A trouver dans un cadre public un consensus entre les différentes cultures et des couches économiques une harmonisation d'adaptation à un pays ou environnement. Les deux parties bénéficient d'une intégration réussie: aussi bien les immigrés nouveaux venus que ceux qui vivent déjà ici. Les barrières linguistiques ont un effet désintégrant et doivent être surmontées le plus rapidement possible. Il est important de développer les compétences linguistiques des trois langues officielles du pays. L'acquisition de la langue luxembourgeoise est la clé d'une intégration réussie. Nous devons donc garantir un accès facile aux cours de langues. Des connaissances de base permettent une communication simple mais tellement précieuse, donnent lieu à une participation active à la vie sociale et culturelle et leur permettent de profiter des opportunités de tout genre qui leur sont offertes. Les non-luxembourgeois sont généralement motivés à apporter une contribution personnelle à une intégration réussie. Il faut donc proposer à ces personnes des offres suffisantes et précisément adaptées; c'est seulement de cette manière que l'intégration

peut réussir. Cela signifie aussi que ceux qui refusent de s'intégrer avec succès doivent en subir les conséquences.

Un facteur clé d'intégration est l'éducation à notre culture, notre mode de vie, notre vision de voir le prochain des enfants immigrés. En les admettant rapidement dans des garderies ou des écoles, nous leur donnons un accès rapide à l'éducation et aux soins.

Nous devons également garantir un accès plus facile aux écoles professionnelles et la possibilité d'obtenir des diplômes de fin d'études secondaires. Plus tôt nous intégrons les immigrants sur le marché du travail, meilleure sera leur intégration. Les qualifications professionnelles déjà acquises à l'étranger doivent être reconnues rapidement et promues le plus rapidement possible, notamment dans l'ingénierie et dans les professions médicales.

Le gouvernement a le devoir de proposer un cadre de vie digne et des conditions adaptées aux besoins des personnes immigrés. Il doit légiférer afin de créer les bases sur laquelle est fondée le processus d'intégration. Il est également du devoir du gouvernement d'instruire et d'informer la population de manière claire, précise et honnête. Une opinion publique favorable à sa politique d'immigration ne peut être que favorable, non seulement à une cohabitation réussie mais également à un respect mutuel entre luxembourgeois et non-luxembourgeois.

Un rôle très important incombe également aux communes, associations et bénévoles. De nombreuses personnes au Luxembourg se portent volontaires pour aider et soutenir les citoyens non-luxembourgeois. Leur travail est indispensable et extrêmement important. C'est en effet en nouant et en facilitant des contacts entre résidents d'origines différentes et en les invitant à participer à la vie associative, sportive ou culturelle que l'on contribue de manière importante à une cohabitation pacifique et une intégration réussie. Le résident devient un acteur principal qui est en première ligne d'implication du processus d'intégration et peut être un lien avec les autres acteurs.

Encourager la coexistence pacifique doit constituer l'engagement quotidien d'une bonne politique, tant au niveau national que communal, visant à promouvoir le développement et la sécurité.

En ce qui concerne la discrimination, à l'heure de la mondialisation et de l'urbanisation, les communautés ont un rôle clé à jouer lorsqu'il s'agit de créer une société tolérante et solidaire, quelle que soit l'appartenance nationale, ethnique, culturelle, religieuse ou sociale et en réduisant les préjugés.

La discrimination fait partie de la vie quotidienne, mais heureusement, elle n'est plus incontestée. Les femmes et les migrants sont toujours classés et payés moins bien dans le monde du travail, mais de plus en plus de personnes touchées (souvent des personnes non-luxembourgeoises issus de l'immigration européenne et extra-européenne voire même frontaliers) prennent des mesures contre ce phénomène.

La mort de George Floyd aux États-Unis et les manifestations «Black Lives Matter» ont conduit à un débat en Europe sur la propagation des attitudes racistes dans la société.

Le fait est que les personnes sont presque toujours touchées par une discrimination fondée sur plusieurs caractéristiques à la fois: sexiste, LGBT hostile, raciste, antisémite, anti-musulman, etc.

Pour y remédier, un enseignement adéquat doit être proposé enfants depuis depuis aon tout jeune âge.

Propositions de mesures

- les cadres des grandes entreprises participent régulièrement à des réunions traitant de ces sujets. L'objectif est de les aider à identifier les situations liées à la discrimination et à y faire face de manière appropriée.
- élargir le pouvoir des “services à l'égalité” en les conseillant sur les questions de discrimination, en publiant des rapports indépendants, en faisant des recommandations sur tous les aspects de la politique et en lançant des campagnes contre la discrimination.
- protection des personnes qui luttent contre la discrimination et les personnes qui soutiennent les victimes de discrimination
- meilleur soutien aux victimes du racisme et de discrimination
- campagnes de sensibilisation
- publication des adresses de contact auxquels peuvent s'adresser les victimes et les témoins
- élaboration d'un code de conduite pour les entreprises opérant sur le marché immobilier
- mise en place d'une charte anti-discrimination pour entreprises
- récompenser du titre «École sans racisme» les établissements scolaires pour leurs activités antiracistes exemplaires
- création d'un prix régulièrement décerné aux meilleures initiatives scolaires contre le racisme et la discrimination.
- soutien financier des projets qui promeuvent la culture et la diversité
- développement d'une gamme de programmes de gestion des conflits et de médiation pour les institutions pertinentes telles que la police, les écoles, les maisons des jeunes, etc

Le sondage sur le vivre ensemble au Luxembourg réalisé cette année et consacré au ressenti des travailleurs frontaliers envers le Luxembourg et de ses habitants a révélé quelques résultats inattendus: Les jeunes frontaliers avancent plutôt des motifs matériels quant aux raisons de venir travailler au Luxembourg : meilleurs salaires, perspectives d'emploi plus intéressantes, alors qu'ils disent avoir peu de contacts avec notre pays et être moins intéressés à passer leur temps libre au Luxembourg. Les frontaliers plus anciens et plus âgés par contre indiquent avoir davantage de contacts avec la société luxembourgeoise et se sentir plus liés au pays, car avec le temps ils se sont fait des amis qui vivent au Luxembourg.

Il en est de même pour les résidents étrangers, les deux groupes indiquant se sentir plus attachés au pays après des années de résidence ou de travail, après avoir établi un réseau de connaissances et un ancrage durable la non pratique du luxembourgeois étant certainement le verrou le plus fort. On peut en conclure que le temps arrange les choses, c. à c. plus longtemps les frontaliers et résidents non-luxembourgeois passent leur temps au Luxembourg, mieux ils sont intégrés dans la société luxembourgeoise tout en faisant des efforts quant à l'apprentissage de la langue luxembourgeoise.